

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 19 Novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC

ZI DE MEZAUBERT
35133 Javené

Références : UD35/2025-432
Code AIOT : 0005501436

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement CHIMIREC implanté Zone d'activités de Mézaubert 35133 Javené. L'inspection a été annoncée le 24/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC
- Zone d'activités de Mézaubert 35133 Javené
- Code AIOT : 0005501436
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site exploité par la société CHIMIREC sur la commune de Javené est spécialisé dans la collecte, le tri, le regroupement, le transit et le traitement de déchets d'activités économiques. Le site possède également une unité de production de combustibles solides énergétiques (CSE).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements environnementaux
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées –	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art.50	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	dispositions spécifiques			
6	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
7	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49	Sans objet
3	Mesures d'évitement et de réduction	Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 4.2	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 7.1.4	Sans objet
5	Mise à jour du POI et réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
8	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le POI de l'entreprise CHIMIREC n'a pas encore été mis à jour pour tenir compte des évolutions réglementaires liées à la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol » mais cependant, les réflexions relatives aux premiers prélèvements environnementaux ont été menées et les dispositions prises sont opérationnelles. L'exploitant est également en mesure de fournir rapidement un état des stocks pour faciliter la gestion d'un événement accidentel, toutefois la version destinée à l'information de la population doit être rendue plus facilement compréhensible pour un public non initié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de l'État des stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations

<p>classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'état des stocks du jour qui identifie les matières et quantités stockées dans les différents bâtiments et zones de l'établissement. Ce document est mis à jour quotidiennement et transmis aux différents cadres d'astreinte de CHIMIREC qui assurent l'organisation des secours en cas d'accident. Il est également conservé dans la mallette d'intervention du site et tenu à la disposition des services de secours et des autorités.</p> <p>Les matières stockées sur site étant principalement des déchets (et ne disposant pas de fiches de données de sécurité comme pour les produits), l'exploitant a élaboré des fiches génériques relatives aux déchets présents sur site qui identifient les principaux risques associés à chaque type de déchets. Ces fiches sont également conservées dans la mallette d'intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art.50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées identifie clairement, par zone de stockage, les déchets stockés en précisant leur nature et quantités approximatives en tonnes. Pour les déchets dangereux, les pictogrammes des mentions de dangers selon la réglementation CLP sont précisés.</p> <p>Bien que très visuels, ces pictogrammes ne sont cependant pas assez explicites pour les non-initiés et en particulier le public. L'inspection recommande à l'exploitant d'indiquer plutôt ou en complément le libellé de la famille de danger (par exemple inflammable, comburant, écotoxique...).</p> <p>L'état des stocks destiné à l'information de la population doit être synthétique et ne pas comporter d'acronymes peu accessibles au grand public (DEEE, DIND, DDQD, EMS, LRU , etc.) mais plutôt les grandes familles de risques associées aux déchets (par exemple : déchets solides combustibles, déchets liquides inflammables, etc.).</p> <p>Le plan du site associé à l'état des stocks permet de repérer facilement les différentes zones de stockage, à l'exception de la zone « Piste-Cuve » qui est identifiée sur le plan comme « stockage liquide vrac ».</p> <p>L'exploitant a précisé que le recalage périodique par inventaire physique est réalisée chaque semaine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> > modifier le formalisme de l'état des stocks pour ajouter ou remplacer les pictogrammes de danger par les libellés des familles de dangers, > modifier la version de l'état des stocks destinée à l'information de la population pour qu'elle soit plus synthétique et ne comporte pas d'acronymes non connus du grand public. > mettre le plan associé à l'état des stocks en cohérence avec les zones de stockage identifiées dans l'état des stocks.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Mesures d'évitement et de réduction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la faune et de la flore</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant préserve les habitats naturels de la faune et de la flore notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en préservant les friches et haies présentes sur son installation, • en conservant le merlon situé à l'Est du site, • en conservant la zone de repos et de reproduction de reptile (bloc de béton) identifiée au sud du site, • en créant une bande de protection de 10 mètres entre la haie Sud et les travaux de terrassement.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a pu constater que les friches et haies situées au Sud et à l'Est du site (qui abritent pour leur alimentation et potentiellement leur reproduction d'après l'étude faune flore du site 5 espèces d'oiseaux protégés) ont bien été préservées dans le cadre des travaux d'aménagement en</p>

cours sur le site.

Le merlon situé à l'est du site, qui joue un rôle de protection des espèces présentes dans la haie, a également été conservé et prolongé à l'occasion des travaux de terrassement.

La conservation du bloc béton constituant la zone de repos et de reproduction de reptile a déjà été confirmée lors de l'inspection du 19 novembre 2024 ainsi que la bande de protection de 10m entre la haie Sud et la zone des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 7.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Les dispositifs d'obturation (obturateurs, vannes, etc.) des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Constats :

Le confinement des eaux d'extinction incendie est assuré sur le site par plusieurs bassins qui servent, en fonctionnement normal, à réguler le débit de rejet des eaux pluviales au milieu naturel en cas d'intempéries. L'exploitant explique qu'en cas d'incendie, les pompes de relevage qui assurent le rejet des eaux pluviales seront mises à l'arrêt au niveau de chaque bassin par action sur un bouton arrêt d'urgence. Dans le cadre des aménagements du site, l'arrêt des pompes de relevage sera modifié pour être asservi à la détection incendie comme la fermeture des vannes automatiques qui seront mises en place au niveau du rejet de chaque bassin.

L'exploitant indique que les bassins de confinement font l'objet d'un entretien de maintenance semestriel (nettoyage des bassins, de ses canalisations et des séparateurs hydrocarbures associés). Un test de vérification du bon fonctionnement des commandes d'arrêt des pompes et d'étanchéité des bassins est réalisé semestriellement. Ces opérations font l'objet d'enregistrement dans la GMAO du site.

Les eaux pluviales de toiture des différents bâtiments du site ainsi que les eaux de ruissellement du parking véhicules légers peuvent être confinées, en cas d'incendie, par mise en place d'obturateurs au niveau des réseaux d'évacuation de ces eaux. L'exploitant a présenté le matériel nécessaire à ce confinement (2 obturateurs gonflables avec pompe à air manuelle et électrique et mode opératoire rappelant en particulier où doivent être placés les obturateurs). Ce kit d'obturation est conservé dans un bac de rangement facilement accessible et identifiable. Dans le cadre des aménagements du site, ces obturateurs seront également remplacés par des vannes automatiques asservies à la détection incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise à jour du POI et réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

<p>Constats :</p> <p>Le POI actuellement en vigueur sur le site date de 2019. L'exploitant indique que sa mise à jour est en cours de finalisation et sera achevée au plus tard pour le 31 décembre 2025. Les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux seront reprises dans cette mise à jour (stratégie de prélèvement et fiche d'alerte du prestataire SOCOTEC retenu pour mettre en œuvre ces prélèvements en cas d'incendie).</p> <p>L'exploitant indique avoir fait appel au CNPP pour des sessions de formation à venir en janvier 2026 comprenant la réalisation d'un exercice de mise en situation POI. L'Inspection rappelle que l'exercice à venir devra faire l'objet d'un compte-rendu permettant d'établir un plan d'actions, à partir des points forts et axes de progrès identifiés, à tenir à disposition de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>La stratégie de prélèvements des premiers prélèvements environnementaux a été élaborée par SOCOTEC le 6 avril 2023 et mise à jour le 7 octobre 2025. Elle identifie clairement les substances à rechercher dans les différents milieux en cohérence avec l'étude des dangers (EDD) du site et les guides existants sur le sujet (guide du syndicat professionnel de valorisation et élimination des déchets (SYVED) de décembre 2022 , guide de l'INERIS (omega16) de juillet 2022, guide France Chimie (DT126) de juin 2023).</p> <p>Les substances à rechercher concernent exclusivement des produits de décomposition en cas d'incendie (il n'y a pas de scénario accidentel d'émission de substances toxiques ou odorantes sur de grandes distances pour ce site). Les métaux particuliers font partie des substances à rechercher, mais l'Inspection note que la liste n'est pas précisée, or les scénarios d'incendie de piles au lithium ou de DEEE identifiés dans l'EDD sont susceptibles d'émettre du lithium qu'il faut donc prévoir de rechercher spécifiquement. De même, les dioxines bromées susceptibles d'être émises en cas d'incendie de combustible solide énergétique (CSE), de DEEE ou de plastiques (ces déchets pouvant contenir des retardateurs de flamme bromés générant des dioxines bromées lors de leur combustion) ne font pas partie des substances à rechercher alors qu'elles sont bien identifiées dans le guide SYVED précité). L'exploitant indique que les dispositifs de prélèvement prévus pour les métaux particuliers et dioxines chlorées permettraient de rechercher ces substances, sans nécessité de matériel supplémentaire.</p> <p>La stratégie prévoit également la possibilité de réaliser des prélèvements dans les eaux d'extinction incendie sans préciser sur quels critères serait décidée la réalisation de ces</p>

prélèvements ni à quel moment. L'Inspection rappelle que les premiers prélèvements environnementaux en phase d'urgence ont notamment pour objectif de permettre de caractériser la signature chimique de l'incendie afin d'identifier s'il peut avoir un impact environnemental et d'évaluer les risques sanitaires. Les prélèvements dans les eaux d'extinction pourraient ainsi permettre d'obtenir ces informations dans le cas où les prélèvements dans la matrice AIR ne seraient plus pertinents car réalisés en phase d'incendie non actif.

Les substances à rechercher dans les eaux sont définies avec identification des méthodes de prélèvement et analyse, sauf pour les substances Fluorures, Chlorures et PCB. Les points de prélèvement (a priori les bassins de confinement) ne sont pas non plus identifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Exploitant doit sous un délai de 2 mois :

- > réviser la liste des substances à rechercher afin de tenir compte des polluants spécifiques susceptibles d'être émis en cas d'incendie sur le site (Li et dioxines bromées notamment),
- > préciser dans quelles circonstances et à quel moment les prélèvements dans les eaux d'extinction incendie pourraient être réalisés et compléter les informations manquantes (méthodologie et analyse pour 3 substances et points de prélèvement).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
Constats : <p>Comme vu au point précédent, la stratégie de prélèvement indique les équipements à mobiliser par substance et milieu.</p> <p>Les modes de prélèvement, matériels à utiliser, durée de prélèvement et délai d'analyse sont précisés pour chaque substance à rechercher et par milieu.</p> <p>La matrice AIR sera principalement investiguée en cas d'incendie ainsi que les dépôts surfaciques et ce durant la phase d'urgence et de suivi immédiat. Certains résultats seront immédiats et d'autres nécessiteront des analyses par un laboratoire externe avec des délais de quelques heures à plusieurs jours (pour les dioxines, furanes et PCB).</p> <p>Les points de prélèvements sur site et hors site ont été pré-définis selon différents scénarios météo (sens des vents ou absence de vent) et sont cartographiés avec indication des coordonnées GPS. L'Inspection note que le point de prélèvement sur site est le même quelles que soient les conditions de vent, ce qui interroge sur sa pertinence en cas de vent dominant secteur Nord-Nord Est, car ce point de prélèvement ne serait alors pas situé sous les vents dominants comme cela est pourtant annoncé. L'exploitant précise que ce point de prélèvement pourra être adapté en situation réelle.</p> <p>La société SOCOTEC, présente lors de l'inspection, a présenté les matériels et équipements qui seraient utilisés pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie sur le site. Ces matériels sont complétés par une station météo portative indispensable pour relever, à chaque point de mesure, les conditions météorologiques (vent, température, humidité, pression atmosphérique...) qui peuvent influencer les résultats, comme recommandé par le guide INERIS de 2023.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'Exploitant doit sous un délai de 2 mois modifier l'emplacement du point de prélèvement sur site pour le scénario de vent dominant secteur Nord-Nord Est afin de localiser un point sous les vents</p>

dominants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contractualisé avec la société SOCOTEC pour l'élaboration de la stratégie de prélèvement mais également pour l'intervention, en cas d'incendie, afin de mener les premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>Le contrat établi avec la société SOCOTEC pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux annonce un délai d'intervention sur site sous un délai de 4h. Il s'agit d'un délai maximal pour qu'un agent d'astreinte SOCOTEC récupère les matériel nécessaires à l'agence de Rennes puis arrive sur site en cas d'accident pour mettre en place les prélèvements.</p> <p>L'Inspection note qu'au regard de la cinétique des scénarios d'incendie étudiés dans l'EDD, ce délai rend incertain la possibilité de réaliser des prélèvements dans la matrice AIR (ce qui nécessite que l'incendie soit encore actif) mais renforce la nécessité de prévoir des prélèvements dans les eaux d'extinction incendie comme vu au point de contrôle précédent.</p> <p>Les laboratoires auxquels SOCOTEC ferait appel pour les prélèvements nécessitant des analyses sont accrédités.</p>
Type de suites proposées : Sans suite